**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE INTERNATIONAL**

La promotion des Principes directeurs de l'OCDE est un des piliers de la stratégie du gouvernement en matière de RSE. Le Point de contact national (PCN) pour les Principes directeurs, qui a la responsabilité de faire la promotion de ces Principes et de les mettre en oeuvre, est en outre obligé de répondre aux organisations et groupes communautaires concernés qui portent plainte contre les activités d'une entreprise. Si la plainte est fondée, le rôle du PCN consiste à faciliter un dialogue entre l'entreprise en question et la partie concernée dans le but de régler le problème. Le PCN peut faire une déclaration publique si le problème n'est pas réglé. Le mécanisme de suivi est une incitation pour les entreprises à respecter les Principes directeurs.

Aux Nations Unies, le Canada examine activement les possibilités de mieux saisir les problèmes et de faire progresser le dossier des entreprises actives dans des zones de conflit. Le principal mécanisme de l'ONU est le Pacte mondial que le Canada appuie. Le Pacte mondial de l'ONU est une initiative volontaire touchant la conduite responsable des entreprises axé sur neuf principes dans les domaines des droits de la personne, du travail et de l'environnement. En outre, il met les entreprises en contact avec des organismes des Nations Unies, des organismes syndicaux, des organisations non gouvernementales et d'autres acteurs de la société civile dans le but de promouvoir l'action et des partenariats pour inciter les entreprises à se comporter en bonnes citoyennes. Dans ce domaine, le Pacte mondial a amorcé en 2001 un dialogue stratégique portant sur le rôle du secteur privé dans les zones de conflit. Le Canada a donné son accord de principe en ce qui concerne le financement de l'organisation d'un atelier en Colombie, prévu actuellement pour l'automne 2003, dans le contexte de cette initiative.

En ce qui concerne le rapport du Groupe d'experts de l'ONU, le Canada l'a salué en signalant que le Groupe d'experts n'a pas servi ses intérêts ni ceux du processus en y incluant l'annexe III, dont le contenu n'est pas justifié dans le rapport proprement dit. Cette annexe détourne l'attention d'autres informations et conclusions intéressantes que contient le rapport. Plusieurs pays membres de l'ONU, y compris le Canada, ont recommandé de prolonger le mandat du Groupe d'experts pour lui permettre d'entreprendre des travaux supplémentaires sur les activités minières illégales en RDC et de régler les problèmes liés à l'annexe III. Le mandat a été prolongé jusqu'en janvier 2003 par la résolution 1457 du Conseil de sécurité de l'ONU.

En ce qui concerne le suivi à faire au sujet des entreprises canadiennes citées dans le rapport du Groupe d'experts, des représentants du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) ont communiqué régulièrement avec six des huit entreprises canadiennes en question (dont une a disparu et la deuxième a cessé d'être active dans le secteur minier). Ces entreprises ont été encouragées à faire un suivi avec le Groupe d'experts en ce qui concerne l'annexe III. Les six entreprises, dont deux seulement sont actives en RDC, ont rencontré le Groupe d'experts ou communiqué par écrit avec lui, pour expliquer que leurs activités en RDC n'allaient pas à l'encontre des Principes directeurs. Une réunion a été organisée ultérieurement par des représentants du MAECI, y compris des représentants du PCN du Canada pour les Principes